

المجلس
الاقتصادي
والاجتماعي
والبيئي



المملكة المغربية
Royaume du Maroc

ⵎⴰⵔⴻⵎ ⵏ ⵓⵎⵎⴰⵔ ⵏ ⵓⵙⵓⵔ ⵏ ⵓⵙⵓⵔ

CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL

Paroles de jeunes : expressions autour des enjeux d'aujourd'hui et de demain

Actes du « Dialogue jeunes citoyens@cese »

Meeting interactif, première édition, Rabat le 26 janvier 2026





“ En installant le Conseil Economique et Social, Nous donnons une forte impulsion à la dynamique réformatrice que Nous avons enclenchée dès que Nous est échue la mission d’assurer la conduite de Notre peuple fidèle.

Ce faisant, Nous avons constamment veillé à ce que la construction d’une démocratie effective aille de pair et en concomitance avec le développement humain durable... C’est dire que Nous ne sommes nullement disposé à laisser ce conseil se muer en une sorte de troisième Chambre.

Nous entendons, au contraire, qu’il soit un nouvel et large espace, apte à conforter ce qu’offre l’Etat des institutions en termes de structures et d’instances de dialogue constructif, d’expression responsable et de réactivité positive aux aspirations des diverses catégories sociales et des différentes générations. ”

Extrait du discours de Sa Majesté le Roi Mohammed VI que Dieu L’assiste, prononcé à l’occasion de l’installation du CES au Palais Royal à Casablanca, 21 février 2011.

“ Par ailleurs, quelle que soit la légitimité de la démocratie représentative classique, Nous jugeons nécessaire de la conforter et la compléter par la démocratie participative moderne. Nous pourrions ainsi mettre à contribution toutes les compétences et expertises nationales et régionales, et nous prévaloir de la société civile agissante et des forces vives de la nation, toutes tendances et sensibilités confondues. Quelle que soit leur position, ces acteurs sont appréciés à leur juste valeur par Notre Majesté. Leurs avis sont respectés, s’agissant de la gestion des affaires publiques, y compris les questions déterminantes pour la nation, et ce, dans le cadre de la primauté de la loi et de l’Etat des institutions. En tout état de cause, Nous tenons à soumettre les propositions émanant de ces instances aux institutions constitutionnelles et aux instances compétentes pour examen et décision. ”

Extrait du discours de Sa Majesté le Roi Mohammed VI que Dieu L’assiste, prononcé à l’occasion de la fête du Trône, 30 juillet 2007.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	9
DÉMARCHE MÉTHODOLOGIQUE	10
PROFIL DES PARTICIPANTS	12
ALLOCUTION D'OUVERTURE PRONONCÉE PAR M. ABDELKADER AMARA, PRÉSIDENT DU CESE	13
RESTITUTION DES CONTRIBUTIONS	17
AXE 1 – ÉDUCATION, FORMATION ET ORIENTATION.....	17
Préoccupations exprimées.....	17
Recommandations et pistes de solutions	18
AXE 2 – EMPLOI, CHÔMAGE ET ENTREPRENEURIAT DES JEUNES.....	19
Préoccupations exprimées.....	19
Recommandations et pistes de solutions	20
AXE 3 – SANTÉ ET PROTECTION SOCIALE.....	20
Préoccupations exprimées.....	20
Recommandations et pistes de solutions	21

AXE 4 – INÉGALITÉS TERRITORIALES ET ACCÈS AUX SERVICES DE BASE.....	22
Préoccupations exprimées.....	22
Recommandations et pistes de solutions.....	22
AXE 5 – GOUVERNANCE, INSTITUTIONS ET PARTICIPATION CITOYENNE.....	23
Préoccupations exprimées.....	23
Recommandations et pistes de solutions.....	24
AXE 6 – NUMÉRIQUE, TECHNOLOGIES ET INFORMATION.....	25
Préoccupations exprimées.....	25
Recommandations et pistes de solutions.....	26
AXE 7 – CULTURE, IDENTITÉ ET ESPACES PUBLICS.....	27
Préoccupations exprimées.....	27
Recommandations et pistes de solutions.....	27
AXE 8 – ENVIRONNEMENT ET RESSOURCES NATURELLES.....	28
Préoccupations exprimées.....	28
Recommandations et pistes de solutions.....	28
AXE 9 – POUVOIR D’ACHAT ET CONDITIONS DE VIE.....	29
Préoccupations exprimées.....	29
Recommandations et pistes de solutions.....	30

RAPPORT DE SYNTHÈSE DES PRINCIPALES CONCLUSIONS DU « DIALOGUE JEUNES CITOYENS@CESE »	31
1. SYNTHÈSE DES TRAVAUX DES GROUPES DE TRAVAIL ET DES ATELIERS	31
2. MOT DE CLÔTURE DU PRÉSIDENT	33
ANNEXES.....	35
ANNEXE 1 : LISTE DES PARTICIPANTS	35
ANNEXE 2 : « DIALOGUE JEUNES CITOYENS@CESE» - PROGRAMME DE LA JOURNÉE	38
ANNEXE 3 : GALERIE PHOTOS.....	39

Introduction

À l'échelle internationale, la jeunesse évolue dans un contexte de transformations profondes sur les plans économique, social, technologique et environnemental. Les transitions numériques accélérées, les mutations du marché du travail, les recompositions territoriales et l'évolution des formes d'engagement citoyen redéfinissent les trajectoires des jeunes générations. Ces dynamiques ouvrent de nouvelles opportunités tout en posant des défis majeurs, notamment en matière d'insertion professionnelle, d'accès équitable aux services essentiels et de bien-être individuel et collectif.

En s'appuyant sur une approche consubstantiellement participative ancrée dans sa méthodologie de travail, le Conseil économique, social et environnemental (CESE) a, depuis sa création, placé la jeunesse au cœur de ses préoccupations et de ses travaux. L'un de ses premiers rapports avait, en effet, porté sur l'emploi des jeunes, ouvrant la voie à une série de plus d'une dizaine de productions ciblant les enjeux auxquels est confrontée cette catégorie. Une attention particulière a été portée aux jeunes en situation NEET, confrontés à une vulnérabilité marquée, en marge du système d'éducation et de formation ainsi que du marché du travail.

Par ailleurs, le Conseil s'est intéressé aux formes émergentes d'expression et de participation des jeunes, qui se développent notamment à travers le numérique, les réseaux sociaux et, plus récemment, l'intelligence artificielle, avec leurs effets tant positifs que délétères. Au fil des années, le CESE s'est employé à élargir et diversifier ses espaces de dialogue et de concertation avec la jeunesse, afin de mieux appréhender ses besoins et aspirations et de co-construire des propositions prenant en compte de manière effective ses droits et attentes.

Dans cette perspective, le CESE organise chaque semaine les « Lundis Jeunesse », qui constituent un rendez-vous régulier d'échange et de dialogue avec les jeunes. Ces rencontres permettent de présenter les missions du Conseil, certains de ses travaux, et d'ouvrir le débat avec les jeunes autour de thématiques économiques, sociales et environnementales, tout en mettant en lumière l'importance d'une participation fondée sur la force de proposition et sur un débat constructif, au service de l'enrichissement du processus de prise de décision publique.

S'inscrivant dans cette dynamique, le CESE a organisé une rencontre nationale sous le signe « Dialogue jeunes citoyens@CESE », le 26 janvier 2026 à son siège à Rabat. À travers cette rencontre le Conseil a expérimenté un format plus immersif et participatif. Elle a donné aux jeunes de profils, d'horizons et de régions divers, y compris des Marocains du monde, la possibilité d'identifier eux-mêmes les problématiques prioritaires et de contribuer directement à la réflexion sur les pistes de solutions, traduisant la volonté du CESE de créer un « safe space », un espace sûr permettant aux jeunes de s'exprimer librement, d'échanger leurs idées et de contribuer activement à la construction de propositions adaptées à leurs besoins et aspirations.

Démarche méthodologique

La rencontre s'est appuyée sur une démarche méthodologique structurée visant à favoriser une expression ouverte, responsable et constructive des jeunes participants. Les travaux de cette rencontre ont été ouverts par le Président du Conseil, M. Abdelkader Amara, qui a rappelé la vocation du CESE à constituer un cadre institutionnel de dialogue et de participation, en cohérence avec la Vision éclairée de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, que Dieu L'assiste, et l'importance d'inscrire la parole des jeunes au cœur des réflexions conduites par l'institution.

Dans ce prolongement, la démarche adoptée s'inscrit dans la consolidation des dispositifs participatifs du Conseil économique, social et environnemental, en veillant à instaurer un « safe space » propice à une expression libre et responsable. L'architecture globale de la journée, organisée dans un format intensif et structuré (9h–19h), a été pensée pour s'adapter aux spécificités d'un public jeune, en articulant des phases complémentaires d'écoute, de priorisation, de co-construction et de restitution institutionnelle.

Une première séquence d'expression et de diagnostic (9h45–13h00) a permis d'identifier les préoccupations prioritaires des jeunes à partir de leurs expériences vécues. Les participants ont été répartis en groupes mixtes afin de favoriser la diversité des échanges autour de la question centrale : « *Quelles sont aujourd'hui vos préoccupations prioritaires ?* ». Les discussions se sont appuyées sur la construction d'arbres à idées, outil visuel et collaboratif permettant de structurer progressivement les contributions et de faire émerger des axes thématiques. Cette phase a conduit à l'identification d'une cinquantaine de préoccupations, qui ont ensuite fait l'objet d'une priorisation collective par un mécanisme de vote, aboutissant à la sélection des thématiques jugées prioritaires et à leur consolidation en axes majeurs de réflexion.

Une deuxième séquence de co-construction de solutions (14h15–17h45) a été organisée sous forme d'ateliers thématiques en rotation de type « World Café ». Les échanges ont été guidés par la question suivante : « *Quelles sont les solutions pour répondre à vos préoccupations principales ?* ». Cette méthode d'échange collaborative repose sur la circulation progressive des participants entre différentes tables thématiques, permettant de croiser les regards, d'approfondir les discussions et d'enrichir collectivement les réflexions engagées. Le principe de rotation a favorisé la diversité des contributions et la mise en dialogue des expériences, contribuant ainsi à faire émerger 120 pistes de réflexion partagées autour des axes prioritaires identifiés.

Une troisième séquence de restitution institutionnelle (18h–19h) a marqué l'aboutissement des travaux de la journée. L'ensemble des contributions issues des différentes phases a fait l'objet d'un travail de consolidation et de mise en cohérence par les équipes du Conseil économique, social et environnemental, visant à préserver la diversité des apports tout en facilitant la lecture transversale. Une synthèse générale des principaux enseignements a été présentée en séance de clôture par le Secrétaire général du Conseil, suivie d'un mot de

clôture du Président. Cette phase s'est également traduite par la mise en place d'un « arbre à contribution », moment symbolique d'engagement collectif et de vision partagée, illustrant la volonté d'inscrire durablement la parole des jeunes dans les processus consultatifs du CESE.

Dans le même esprit, la facilitation de l'ensemble du dispositif a été assurée par de jeunes acteurs associatifs, avec l'appui des équipes du Conseil intervenant dans un rôle d'accompagnement technique et organisationnel. La présence des membres de la commission ad hoc chargée d'étudier les nouvelles dynamiques de la jeunesse marocaine, ainsi que des représentants des cinq catégories en qualité d'observateurs, a contribué à inscrire les échanges dans une dynamique d'écoute institutionnelle renouvelée, reconnaissant les jeunes comme force de proposition et acteurs du changement.

Profil des participants

La rencontre nationale « Dialogue jeunes citoyens @Cese » a réuni un panel diversifié de 54 jeunes, reflétant la pluralité des parcours, des expériences et des réalités territoriales. La participation de jeunes issus des douze régions du Royaume, ainsi que de jeunes Marocains du monde, a contribué à élargir la diversité des points de vue exprimés et à inscrire les échanges dans une perspective à la fois nationale et ouverte sur les dynamiques internationales.

Les profils représentés couvraient un large éventail de situations socioprofessionnelles, incluant notamment des étudiants, de jeunes actifs, des porteurs de projets associatifs ou entrepreneuriaux, ainsi que des jeunes en recherche d'opportunités professionnelles. Cette diversité a favorisé la confrontation constructive des expériences et a permis de mettre en lumière des préoccupations communes, tout en révélant des réalités différenciées selon les contextes territoriaux, sociaux et professionnels des participants.

La composition du groupe a également permis d'illustrer la richesse et la diversité des formes d'engagement portées par la jeunesse marocaine, qu'il s'agisse d'initiatives citoyennes, de parcours académiques ou d'expériences professionnelles émergentes. Cette pluralité a constitué un facteur clé dans la qualité des échanges, en contribuant à nourrir la convergence de réflexions transversales dépassant les approches sectorielles ou cloisonnées.

Allocution d'ouverture prononcée par M. Abdelkader Amara, Président du CESE

Mesdames et Messieurs,

Nos chers jeunes participants,

Je suis heureux de vous accueillir au sein du Conseil économique, social et environnemental.

Permettez-moi de me présenter : je suis Abdelkader Amara, Président du Conseil. Je me réjouis tout particulièrement de cette rencontre organisée avec un groupe de jeunes, qui nous offre l'occasion d'un échange direct et ouvert.

Je souhaite, par ailleurs, la bienvenue à Monsieur le Secrétaire général du Conseil, Monsieur Younes Benakki, à Monsieur le Directeur de Cabinet, Monsieur Abdelali El Gour, ainsi qu'à Mesdames et Messieurs les membres du Conseil présents aujourd'hui : M. Abdelmaksoud Rachdi, Mme Zahra Zaoui, Mme Karima Mkika, M. Thami Ghorfi, M. Othman Gair et M. Mustapha Khlafa.

Je vous remercie pour votre présence. Certains d'entre vous ont déjà pris part aux activités du Conseil. Cette rencontre revêt toutefois une importance particulière, dans la mesure où elle vise à recueillir vos préoccupations et échanger autour de vos points de vue et de vos propositions.

Il convient, dans un premier temps, de présenter brièvement le Conseil économique, social et environnemental ainsi que ses missions. À cet égard, le discours prononcé par Sa Majesté le Roi Mohammed VI, que Dieu L'assiste, à Casablanca à l'occasion de la mise en place du Conseil constitue une référence centrale.



Je m'arrêterai sur quelques idées directrices issues de ce discours, qui éclairent la nature du rôle du Conseil.

La première tient à la vocation du Conseil en tant qu'espace ouvert à l'ensemble des composantes de la société. Il ne s'agit pas d'une ouverture au sens spatial du terme, mais d'un espace d'interaction large, accessible à l'ensemble des acteurs. Vous le savez, dans le champ politique, il existe toujours un cadre ou un certain plafond, qu'il s'agisse des partis politiques, de la majorité ou de l'opposition. Au sein du Conseil, en revanche, l'ouverture s'étend à toutes les composantes de la société. Tel est le sens de cet espace vaste et nouveau évoqué par Sa Majesté le Roi. Il l'a qualifié de nouveau dans la mesure où, bien que le Conseil ait été prévu par des constitutions antérieures, il ne se présentait pas sous la forme qu'il revêt aujourd'hui, tant par sa composition que par ses missions et ses attributions.

Parmi les autres éléments mis en avant dans le discours de Sa Majesté figure la question de l'adoption d'un dialogue constructif. Le dialogue, comme vous le savez, ne saurait constituer une fin en soi. Il doit être orienté vers des résultats concrets, sous forme de recommandations, d'avis ou d'idées ouvrant des perspectives de solution. Cela renvoie également à l'idée d'une construction commune des solutions, à laquelle nous accordons une attention particulière au sein du Conseil.

Nous en venons ainsi à un troisième élément, d'importance équivalente : l'expression responsable. Un dialogue responsable ne peut se limiter à un échange d'idées lancées sans repères ni encadrement. Il suppose, au contraire, une expression mesurée, attentive à l'histoire de notre société, à sa culture et à ses constantes. L'expression responsable est celle où la parole est pesée et maîtrisée, et dont l'objectif est de contribuer au débat public de manière constructive et responsable.

Enfin, le discours de Sa Majesté met en avant l'importance de l'interaction positive avec les différentes composantes de la société : les jeunes, les personnes âgées, les retraités, les personnes en situation de handicap, ainsi que l'ensemble des catégories sociales. Cette interaction est essentielle pour élaborer des réponses collectives aux problématiques posées. Il arrive souvent que chacun, qu'il soit responsable, militant politique ou membre d'une association, dispose de sa propre réponse à un certain nombre de questions. Toutefois, le véritable enjeu réside dans la construction d'une réponse collective, et cela n'est pas aussi aisé que certains pourraient le penser. Lorsqu'une personne agit seule, la solution relève d'elle ; en revanche, dès lors qu'elle s'inscrit dans un collectif, le recours au consensus s'impose. C'est dans ce cadre que prend toute son importance l'intelligence collective, valeur essentielle soulignée dans le discours de Sa Majesté, en ce qu'elle permet de relever les grands défis auxquels notre pays est confronté.

Ces éléments structurent l'action du Conseil en tant qu'institution constitutionnelle. Si vous vous référez à la Constitution de 2011, vous constaterez qu'un titre spécifique lui est consacré, à savoir le Titre XI, qui comprend trois articles. Cela reflète l'importance de cette institution. Vient ensuite la loi organique, qui en précise les modalités de fonctionnement.

Comme vous le savez, le Conseil est une institution consultative, et ses avis ainsi que ses recommandations n'ont pas de caractère contraignant à l'égard du gouvernement ni, de manière générale, à l'égard des acteurs politiques. Toutefois, le Conseil économique, social et environnemental du Royaume du Maroc se distingue — et j'en suis personnellement fier — par une expérience singulière au regard de plusieurs expériences internationales. Lorsqu'il adopte un avis ou publie un rapport, une synthèse est adressée à Sa Majesté le Roi, tandis que le document intégral, en langues française et arabe, est transmis au Chef du gouvernement, au Président de la Chambre des représentants et au Président de la Chambre des conseillers ; il est également publié dans son intégralité au Bulletin officiel. Le Conseil engage ensuite un travail de communication avec les médias et ouvre un débat public autour de ces travaux. Dès lors que ce débat est engagé, l'acteur politique capte naturellement les signaux liés aux questions soulevées, qu'il s'agisse de la jeunesse, de la confiance dans les institutions élues, de l'éducation, de la santé ou d'autres thématiques.

Dans certains pays, l'enrichissement du débat public demeure limité. Au sein du Conseil, elle est considérée comme une composante à part entière du processus de travail.

Au cours des prochains jours, le Conseil accueillera différents acteurs institutionnels ainsi que des représentants du monde de l'enseignement autour du thème de l'économie du care, qui ouvre des perspectives de réflexion importantes. Certains d'entre vous auront l'occasion d'y prendre part.

Comment fonctionne le Conseil économique, social et environnemental ?

Le fonctionnement du Conseil repose sur deux axes principaux.

Le premier axe concerne la production d'avis et de recommandations. Ce processus s'appuie sur une méthodologie claire : le sujet est examiné au sein des commissions compétentes qui associent à leurs travaux les différents acteurs issus des institutions, de la société civile et du monde de l'expertise. Le projet est, par la suite, présenté au Bureau du Conseil, avant d'être soumis à l'Assemblée générale pour une première lecture, puis une seconde lecture, avant d'être soumis au vote.

Le second axe porte sur la participation citoyenne, qui se trouve au cœur de notre relation avec les jeunes. À ce titre, nous avons des priorités clairement définies, notamment les questions relatives à la jeunesse, en lien avec les problématiques de l'emploi, de la santé et de l'éducation, ainsi que celles concernant les personnes en situation de handicap, dans un contexte marqué par les grandes transformations sociales que connaît notre pays. Lorsque nous travaillons sur ces sujets, nous adoptons une approche fondée sur l'écoute et l'échange. À ce titre, nous accueillons régulièrement, chaque lundi, dans le cadre du programme « Les Lundis Jeunesse », des jeunes issus de différentes universités, facultés et écoles, avec lesquels nous engageons un dialogue sur le Conseil et ses modalités de fonctionnement.

Souvent, les jeunes posent des questions sur des sujets variés, tels que la procédure pénale, la loi relative au Conseil national de la presse ou encore la protection sociale. Ces échanges ouvrent de larges espaces de dialogue et renforcent les canaux de communication avec ces jeunes. Aujourd'hui, nous souhaitons élargir davantage encore ce cercle. L'essentiel, dans cette rencontre, est d'ouvrir un espace de libre expression dans lequel chacun d'entre vous aura la parole.

À travers les ateliers qui seront organisés au cours de cette journée, un ensemble d'idées faisant l'objet d'un consensus seront mises en cohérence, puis un certain nombre de priorités seront dégagées à partir de l'intelligence collective, c'est-à-dire à travers l'élaboration d'une réponse concertée. Je souhaite insister sur un point : les principaux acteurs de cette journée, c'est vous. Le rôle du Conseil est d'assurer un cadre propice aux échanges et d'en faciliter le déroulement.

La présence de Mesdames et Messieurs les membres du Conseil aujourd'hui s'inscrit dans une logique de suivi. Ils représentent les différentes catégories du Conseil : les syndicats, la société civile, les associations professionnelles, les institutions constitutionnelles et publiques siégeant ès qualités, ainsi que les experts nommés par Sa Majesté le Roi.

Les membres du Conseil seront présents aujourd'hui en qualité d'observateurs et n'interviendront pas dans le débat, car l'essentiel, pour nous, tient à l'écoute de vos contributions et à la construction, avec vous, de réponses communes.

À l'issue de cette journée, nous serons parvenus à un ensemble de résultats, lesquels seront pris en compte dans les travaux, les rapports et les recommandations du Conseil.

Une nouvelle fois, soyez les bienvenus chez vous, dans votre Conseil. Que vous veniez de régions éloignées du Maroc ou de l'étranger, votre présence nous honore.

Pour nous, cette journée sera une journée importante, consacrée à l'échange et au dialogue, de manière à contribuer au renforcement de cette dynamique que nous souhaitons développer et ouvrir à l'ensemble des régions et des domaines.

Je vous remercie, et je souhaite plein succès à cette rencontre.

Restitution des contributions

AXE 1 – ÉDUCATION, FORMATION ET ORIENTATION

Préoccupations exprimées

Les jeunes ont exprimé plusieurs préoccupations liées au système éducatif et à son adéquation avec les besoins des jeunes et du marché de l'emploi :

Programmes et formats éducatifs :

- Certains programmes scolaires ont été jugés inadaptés, avec des formats peu adaptés et un volume horaire élevé.
- L'intégration des compétences transversales (soft skills) dans les parcours de formation est perçue comme limitée.
- L'adaptation du système éducatif aux exigences du marché de l'emploi, la lisibilité des parcours et les questions d'orientation restent insuffisantes.

Inégalités et attractivité :

- Écart de moyens entre universités publiques et privées.
- Attractivité variable de certaines universités publiques.
- Inégalités territoriales d'accès aux établissements universitaires.

Stages et alternance :

- Développement encore limité de l'alternance.
- Reconnaissance financière des stages jugée insuffisante.
- Besoin de dispositifs de mentorat intergénérationnel.
- Absence de la possibilité de réaliser une année de césure alors que celle-ci favoriserait l'immersion professionnelle des jeunes.

Continuité des réformes éducatives :

- Manque de suivi et de continuité dans la mise en œuvre des programmes de réforme, ce qui peut limiter leur efficacité et leur impact sur les parcours des jeunes.

Recommandations et pistes de solutions

Les jeunes participants ont formulé un ensemble de recommandations visant à **renforcer l'adéquation entre les systèmes de formation et les transformations économiques et sociales.**

Impliquer les entreprises et adapter les formations :

- Impliquer davantage les entreprises dans l'élaboration des programmes de formation via des cahiers des charges précis.
- Conduire des études de veille stratégique à moyen et long terme sur les profils de compétences demandés sur le marché du travail.
- Adapter les formations aux spécificités économiques propres à chaque territoire.
- Refonte du système d'orientation académique afin de mieux accompagner les trajectoires des jeunes et améliorer la lisibilité des parcours éducatifs et professionnels.

Rénover les contenus pédagogiques et enrichir les approches éducatives :

- Intégrer les soft skills dès le primaire et les compétences managériales dès le lycée.
- Développer l'éducation financière et budgétaire.
- Introduire des méthodes d'intelligence collective et des démarches collaboratives dans l'enseignement supérieur.
- Renforcer l'aide sociale et l'accompagnement psychologique au sein des établissements scolaires.
- Mener des actions de sensibilisation auprès des familles, notamment dans les zones rurales, pour prévenir le décrochage scolaire.

Renforcer les passerelles entre formation et expérience professionnelle :

- Renforcer les partenariats public-privé pour l'accueil et l'accompagnement des stagiaires.
- Mettre en place des stages de découverte des métiers dès la fin du collège.
- Programmer une année de césure entre les deux années de Master pour favoriser l'immersion professionnelle.
- Développer une plateforme nationale d'échange entre étudiants et professionnels, intégrant offres de stages, dispositifs de mentorat et parcours personnalisés, pour faciliter la transition vers l'insertion professionnelle.

Développer les moyens structurels et l'innovation :

- Allouer davantage de ressources humaines, techniques et financières pour améliorer les infrastructures éducatives, particulièrement dans les zones rurales.
- Mobiliser des mécanismes de financement participatif pour soutenir l'enseignement.
- Développer un écosystème favorable à la recherche scientifique et créer des incubateurs universitaires dans toutes les régions.
- Mettre en place des parcours de reconversion professionnelle axés sur les compétences numériques pour mieux répondre aux évolutions du marché du travail.

AXE 2 – EMPLOI, CHÔMAGE ET ENTREPRENEURIAT DES JEUNES**Préoccupations exprimées**

Les jeunes participants ont exprimé plusieurs préoccupations liées à l'emploi, au chômage et à l'entrepreneuriat:

Déséquilibre territorial et centralisation de l'emploi

- Fort taux de chômage des jeunes.
- Absence d'équilibre entre les régions dans la répartition des opportunités d'emploi.
- Centralisation de l'activité économique et difficultés d'accès à certaines opportunités professionnelles.

Difficultés pour les jeunes entrepreneurs

- Offres de soutien jugées peu adaptées aux jeunes entrepreneurs.
- Difficultés dans l'accompagnement pour la création d'emplois et d'activités entrepreneuriales.
- Dysfonctionnements et manque de continuité dans certains programmes de financement.

Accès limité aux premières expériences professionnelles

- Absence d'alternance structurée et manque de gratification des stages.
- Difficultés d'accès à l'information sur les opportunités de développement de carrière.

Incertitudes liées aux évolutions du marché et aux nouvelles technologies

- Questionnements sur l'adoption de l'intelligence artificielle comme opportunité plutôt que comme menace.
- Incertitudes sur l'évolution du marché du travail et sur la place des jeunes dans les dynamiques économiques actuelles.

Recommandations et pistes de solutions

Les jeunes participants ont formulé plusieurs recommandations visant à **renforcer l'insertion professionnelle et à améliorer les dynamiques d'emploi et d'entrepreneuriat**.

Renforcer les partenariats et faciliter l'accès aux opportunités professionnelles

- Améliorer les partenariats public-privé pour la prise en charge et l'accompagnement des stagiaires.
- Mettre en place une plateforme nationale d'échange permettant de connecter les jeunes aux opportunités professionnelles à travers des dispositifs intégrant CV, offres d'emploi, mentorat et stages.

Développer l'écosystème entrepreneurial des jeunes

- Encourager le financement des startups portées par des jeunes.
- Créer un plus grand nombre d'incubateurs au sein des universités.
- Encadrer et renforcer le tissu associatif et les acteurs de l'économie sociale et solidaire comme leviers d'insertion et d'innovation économique.

Adapter les formations et renforcer les compétences

- Adapter les formations aux réalités économiques propres à chaque territoire, en lien avec les besoins sectoriels locaux.
- Mettre en place des parcours de reconversion professionnelle axés sur les compétences numériques pour répondre aux transformations du marché du travail et aux nouvelles exigences en matière d'employabilité.

AXE 3 – SANTÉ ET PROTECTION SOCIALE

Préoccupations exprimées

Les participants ont exprimé plusieurs préoccupations liées à la santé et à la protection sociale:

Prise en charge psychothérapeutique et situations de harcèlement

- Signes d'anxiété chez les jeunes.
- Débat sur les comportements de harcèlement.
- Manque d'efficacité perçue de certaines structures et mécanismes dédiés.

Infrastructures et ressources sanitaires insuffisantes

- Manque d'infrastructures sanitaires adaptées.
- Insuffisance de corps médicaux et de personnel qualifié.

Qualité et continuité du parcours de soins

- Difficultés perçues dans l'organisation des services médicaux et la maintenance des équipements.
- Accès effectif aux prestations de santé limité ou inégal.
- Questionnements sur l'équilibre entre mission de service public et contraintes économiques dans certains établissements hospitaliers, pouvant impacter la lisibilité du parcours de soins et le ressenti des usagers.

Recommandations et pistes de solutions

Les jeunes participants ont formulé plusieurs recommandations visant à **améliorer l'organisation et la qualité des services de santé**.

Renforcer l'organisation et la qualité de l'accueil

- Standardiser le parcours patient au sein des établissements sanitaires.
- Former le personnel à l'écoute et à l'accompagnement des patients.
- Mettre en place une application dédiée pour la prise de rendez-vous, le dépôt de plaintes et la formulation de recommandations.
- Créer une ligne téléphonique accessible 24h/24 et 7j/7 pour améliorer l'écoute, l'orientation et l'accès à l'information en matière de santé et de premiers secours.

Améliorer la digitalisation et le suivi médical

- Développer des dispositifs de suivi médical digitalisés pour améliorer la qualité et la continuité des soins.
- Renforcer le transport sanitaire via l'amélioration des équipements, de la maintenance et de la répartition territoriale des ambulances, afin de réduire les disparités d'accès entre zones rurales et urbaines.

Renforcer la dimension sociale et préventive des politiques de santé

- Placer la santé mentale parmi les priorités des politiques publiques.
- Renforcer les actions de sensibilisation autour des troubles psychologiques, des signes d'anxiété et des dispositifs de prise en charge et de soutien psychologique disponibles, notamment en milieu éducatif.
- Recruter des professionnels de l'action sociale au sein des structures de santé.
- Prévoir des tests psychologiques dans le cadre de l'établissement du certificat médical pré-nuptial

Garantir l'accès équitable aux soins et développer les capacités du système de santé

- Assurer la gratuité des médicaments pour les maladies chroniques.
- Investir dans la recherche scientifique pour améliorer durablement la qualité des services de santé.

AXE 4 – INÉGALITÉS TERRITORIALES ET ACCÈS AUX SERVICES DE BASE

Préoccupations exprimées

Les jeunes participants ont exprimé plusieurs préoccupations relatives aux inégalités territoriales et à l'accès aux services de base :

Accès à l'éducation, à l'université et aux soins de santé

- Inégalités d'accès à l'éducation et aux établissements universitaires et sanitaires selon les régions.
- Manque d'infrastructures dans les zones éloignées.

Accès à l'eau potable, aux moyens de transport et à la connectivité

- Difficultés d'accès à l'eau potable.
- Conditions de transport limitées et insuffisantes.
- Manque d'infrastructures abordables pour les jeunes, notamment en matière d'internet, de transport, de logement et de services essentiels.
- Insuffisance d'infrastructures pour la gestion des catastrophes naturelles dans certaines régions.

Accès aux infrastructures et espaces de loisirs

- Inégalités sociales et territoriales pour l'accès aux espaces et infrastructures sportives.
- Manque d'espaces verts dans certains territoires.

Recommandations et pistes de solutions

Les jeunes participants ont formulé plusieurs recommandations visant à **renforcer l'équité territoriale et à mieux adapter les politiques publiques aux spécificités locales.**

Renforcer l'attractivité territoriale et l'équité spatiale

- Revoir la fiscalité pour introduire des incitations destinées aux entrepreneurs souhaitant s'installer dans les régions.
- Respecter les rythmes de développement propres à chaque territoire.

- Revoir à la hausse le budget alloué aux régions et assurer la bonne exploitation des ressources locales.
- Rééditer régulièrement les comptes pour renforcer la transparence et la redevabilité.

Améliorer la gouvernance territoriale et la participation locale

- Associer les acteurs locaux issus de la société civile et du milieu universitaire aux processus décisionnels et aux enquêtes de terrain.
- Prévenir le cumul des mandats pour plus d'efficacité dans la gouvernance.
- Promouvoir une presse indépendante pour accompagner les dynamiques de développement territorial.

Développer les infrastructures et services essentiels

- Prioriser le transport comme vecteur clé de développement et d'aménagement du territoire.
- Classer les priorités en termes d'investissements et d'infrastructures selon les besoins locaux.
- Réhabiliter les structures sanitaires et éducatives en milieu rural.
- Lutter contre le décrochage scolaire des filles en créant des internats adaptés.

Améliorer les conditions de vie et l'accès aux services

- Soutenir les étudiants dans les différentes régions et améliorer leurs conditions de vie.
- Renforcer les politiques publiques pour un développement territorial plus équilibré et inclusif.

AXE 5 – GOUVERNANCE, INSTITUTIONS ET PARTICIPATION CITOYENNE

Préoccupations exprimées

Les jeunes participants ont exprimé plusieurs préoccupations relatives à la gouvernance, aux institutions et à la participation citoyenne :

Crise de confiance et participation des jeunes

- Perception d'une crise de confiance à l'égard des institutions publiques.
- Questionnements sur la participation citoyenne, l'engagement et la conscience politique des jeunes.
- Obstacles à la participation électorale et enjeux liés à la représentativité des jeunes dans les espaces de décision.

Efficacité et continuité des politiques publiques

- Incertitudes sur l'efficacité et la continuité des politiques publiques.
- Défis liés à la mise en œuvre de la régionalisation avancée et aux dynamiques de décentralisation.
- Manque d'application des lois relatives à la liberté d'expression.

Approches participatives et justice sociale

- Besoin d'adopter des approches participatives inclusives dans les cercles de décision.
- Attentes en matière de justice sociale, d'équité et de réduction de l'incertitude sociale.

Recommandations et pistes de solutions

Les jeunes participants ont formulé plusieurs recommandations visant à améliorer la gouvernance, à renforcer l'action des institutions et à promouvoir la participation citoyenne.

Renforcer le dialogue politique et la participation des jeunes

- Développer un dialogue politique plus accessible et le vulgariser auprès du grand public.
- Faciliter la création de nouveaux partis politiques et l'intégration d'un quota jeunesse élargi et effectif dans la vie politique.
- Mettre en place des mécanismes pour faciliter la candidature des jeunes aux élections locales.
- Allouer une partie du budget des partis politiques aux initiatives portées par leurs structures de jeunesse.

Améliorer la communication institutionnelle et politique

- Développer une communication politique adaptée aux jeunes.
- Renforcer le marketing politique fondé sur des résultats concrets.
- Mener des actions de sensibilisation pour encourager une participation citoyenne responsable et promouvoir le recours aux instances publiques comme cadre privilégié d'expression démocratique.

Renforcer la gouvernance et le suivi des politiques publiques

- Mettre en place au niveau des organismes et instances chargés de la gestion de la chose publique des systèmes internes de suivi et de reddition des comptes.
- Créer un espace de concertation dédié à la jeunesse pour participer au suivi des politiques publiques, notamment en activant le Conseil consultatif de la jeunesse et de l'action associative.
- Renforcer les dispositifs de formation aux politiques publiques et à la participation citoyenne.

Promouvoir l'éducation civique et le rapprochement entre jeunes et institutions

- Intégrer des visites institutionnelles dans les programmes éducatifs.
- Organiser des ateliers de politiques publiques dans les écoles et les lycées.
- Déployer des ateliers institutionnels, notamment par le CESE, pour renforcer l'engagement précoce des jeunes et contribuer à la construction d'une culture politique fondée sur la confiance et la participation active.

AXE 6 – NUMÉRIQUE, TECHNOLOGIES ET INFORMATION**Préoccupations exprimées**

Les jeunes participants ont exprimé plusieurs préoccupations relatives aux transformations numériques et à leurs impacts sur les jeunes :

Dangers liés aux technologies et aux réseaux sociaux :

- Exposition à des contenus inappropriés et cyberharcèlement.
- Risques liés à l'intelligence artificielle et à la manipulation de l'information.

Fractures numériques et accès aux outils :

- Inégalités d'accès aux infrastructures et aux outils numériques.
- Limitation des opportunités offertes par le numérique selon les territoires et profils.

Éducation au numérique et circulation de l'information :

- Besoin de renforcer la formation et la sensibilisation aux compétences numériques.
- Prévention de la diffusion de fausses informations et éducation à l'esprit critique.

Digitalisation des services et accès à l'information :

- Absence ou insuffisance de dématérialisation dans certains services publics.
- Difficultés d'accès à l'information concernant les opportunités de développement personnel et professionnel.

Préservation culturelle et usages technologiques :

- Inquiétudes sur l'impact des transformations numériques sur la culture marocaine et le patrimoine.
- Questionnements sur l'évolution des usages technologiques dans la société.

Recommandations et pistes de solutions

Les jeunes participants ont formulé plusieurs recommandations visant à renforcer l'encadrement et l'appropriation des transformations numériques :

Renforcer la sensibilisation et l'éducation numérique :

- Intégrer des matières dédiées à l'intelligence artificielle et aux technologies dès le primaire.
- Mettre en œuvre des actions de sensibilisation pour toutes les tranches d'âge et divers publics afin de favoriser une utilisation responsable des outils numériques.
- Développer des programmes de lutte contre l'analphabétisme numérique, notamment en milieu rural.
- Orienter la recherche scientifique vers la vulgarisation des technologies et des outils d'intelligence artificielle.

Renforcer le cadre juridique et institutionnel :

- Renforcer les lois protégeant les données personnelles et assurant l'usage sécurisé des technologies numériques.
- Ouvrir une commission parlementaire pour encadrer l'utilisation des réseaux sociaux par les créateurs de contenus et influenceurs.
- Interdire certaines plateformes jugées problématiques.

Soutenir la souveraineté technologique et le développement des infrastructures numériques :

- Développer un outil d'intelligence artificielle marocain.
- Créer des data centers souverains et encourager les investissements dans l'intelligence artificielle et la cybersécurité.
- Faciliter l'accès au numérique dans les zones isolées, par exemple via des technologies adaptées ou des nano-ordinateurs de type Raspberry Pi pour des postes informatiques et points d'accès internet locaux.

Moderniser l'action publique et renforcer les compétences numériques :

- Dématérialiser l'ensemble des procédures administratives après leur digitalisation.
- Créer une application unifiée regroupant les services publics.
- Renforcer les compétences en cybersécurité au sein du secteur public.
- Mettre en place des dispositifs de formation continue pour accompagner les agents publics dans la transformation numérique et réduire les résistances au changement.

AXE 7 – CULTURE, IDENTITÉ ET ESPACES PUBLICS

Préoccupations exprimées

Les jeunes participants ont exprimé plusieurs préoccupations relatives à la culture, à l'identité et aux espaces publics :

Préservation de la culture et du patrimoine :

- Risque de perte ou de dilution de la culture marocaine et du patrimoine face aux évolutions contemporaines.
- Valorisation insuffisante des spécificités culturelles propres à chaque territoire.
- Place limitée des dynamiques culturelles dans les parcours d'engagement et d'épanouissement des jeunes.

Accès aux infrastructures et espaces culturels :

- Conditions d'accès encore insuffisantes aux infrastructures culturelles et aux lieux d'expression.
- Disparités territoriales dans l'appropriation des espaces publics.
- Participation des jeunes à la vie culturelle et citoyenne jugée limitée selon les territoires.

Recommandations et pistes de solutions

Les jeunes participants ont formulé plusieurs recommandations visant à renforcer la valorisation de la culture, du patrimoine et l'accès aux espaces publics :

Renforcer la présence culturelle dans les établissements :

- Développer les activités culturelles et artistiques au sein des écoles et universités.
- Organiser des visites régulières aux sites et institutions culturels pour mieux connaître le patrimoine et le fonctionnement des institutions.

Améliorer l'accès aux espaces d'expression :

- Faciliter l'ouverture et l'accessibilité des maisons de jeunes, des centres culturels et des équipements existants.
- Enrichir la programmation des lieux culturels et associer les jeunes, dès le début, au choix et à l'organisation des initiatives proposées.

AXE 8 – ENVIRONNEMENT ET RESSOURCES NATURELLES

Préoccupations exprimées

Les jeunes participants ont exprimé plusieurs préoccupations relatives à l'environnement et à la gestion des ressources naturelles :

Gouvernance et gestion des ressources :

- Questionnements sur la gouvernance des ressources naturelles, en particulier la gestion de l'eau.
- Inquiétudes concernant la disponibilité et la préservation des ressources hydriques.

Enjeux environnementaux et aménagement du territoire :

- Importance non accordée aux espaces verts et à la qualité environnementale des territoires.
- Besoin de mieux intégrer les enjeux environnementaux dans les politiques locales et régionales.

Infrastructures et résilience face aux catastrophes :

- Manque d'infrastructures adaptées à la gestion des catastrophes naturelles dans certaines régions.
- Défis liés à la préservation des équilibres environnementaux et à la gestion durable des ressources naturelles.

Recommandations et pistes de solutions

Les jeunes participants ont formulé plusieurs recommandations visant à renforcer la gestion durable des ressources naturelles et l'adoption de pratiques respectueuses de l'environnement :

Renforcer le cadre normatif et stratégique :

- Développer un projet de loi pour mieux réglementer les activités agricoles.
- Mettre en place un plan national intégré de gestion de l'eau incluant l'anticipation des crises hydriques, l'étude de scénarios prospectifs et des dispositifs de gouvernance durable.
- Réviser certaines stratégies nationales, notamment la « Génération Green 2020-2030 », en renforçant les principes de bonne gouvernance et l'ingénierie environnementale.

Accompagner le tissu économique vers la durabilité :

- Encourager les entreprises marocaines à s'engager dans des projets de dessalement avec des mesures d'accès au marché et des incitations fiscales ciblées.
- Mettre en place un label RSE standardisé et un label dédié aux entreprises et startups vertes.

- Élaborer des cahiers des charges favorables à l'investissement tout en garantissant la protection des ressources naturelles.
- Introduire des avantages fiscaux pour les entreprises engagées et promouvoir l'économie circulaire à travers des synergies inter-entreprises.
- Recourir à une expertise externe pour renforcer le contrôle du respect des réglementations environnementales.

Encourager l'innovation et l'éducation environnementale :

- Développer des programmes éducatifs adaptés aux différents secteurs.
- Promouvoir l'agriculture verticale et encourager la mobilité internationale pour faire émerger des solutions alternatives.
- Explorer des approches respectueuses de l'environnement dans le secteur du bâtiment et de l'aménagement urbain.

Renforcer la gestion des déchets et la transition énergétique :

- Développer des initiatives d'innovation sociale en matière de recyclage et renforcer le compostage domestique.
- Améliorer l'organisation des décharges.
- Investir dans de nouvelles sources d'énergie, y compris l'énergie nucléaire, pour répondre aux enjeux énergétiques et environnementaux.

AXE 9 – POUVOIR D'ACHAT ET CONDITIONS DE VIE

Préoccupations exprimées

Les jeunes participants ont exprimé plusieurs préoccupations relatives au pouvoir d'achat et aux conditions de vie des jeunes :

Cherté de la vie et impact sur la qualité de vie :

- Perception d'une augmentation du coût de la vie affectant le quotidien des jeunes.
- Difficultés d'accès à des infrastructures et services essentiels, notamment le logement, le transport et l'accès à internet.

Incertitude sociale et stabilité économique :

- Inquiétudes liées à l'incertitude sociale en lien avec les réalités économiques.
- Accès limité à des conditions matérielles jugées stables pour certains jeunes.

Recommandations et pistes de solutions

Les jeunes participants ont formulé plusieurs recommandations visant à améliorer le pouvoir d'achat et les conditions de vie :

Améliorer la répartition des ressources économiques :

- Valoriser les ressources produites localement afin de soutenir le développement territorial.
- Mettre en place une allocation budgétaire territoriale plus équilibrée pour réduire les disparités et renforcer la stabilité des populations, notamment les jeunes.

Optimiser les mécanismes fiscaux et soutenir l'initiative économique :

- Introduire des incitations fiscales ciblées pour encourager l'implantation d'entrepreneurs dans certaines régions.
- Développer des dispositifs d'avantages fiscaux pour accompagner les entreprises engagées dans des dynamiques économiques et sociales durables.

Rapport de synthèse des principales conclusions du « Dialogue jeunes citoyens@cese »

1. SYNTHÈSE DES TRAVAUX DES GROUPES DE TRAVAIL ET DES ATELIERS

Monsieur Younès Benakki, Secrétaire général du CESE a présenté une **synthèse structurée** des contributions recueillies au fil des différentes séquences de la journée, en veillant à restituer à la fois la diversité des sujets abordés et la profondeur des analyses formulées par les jeunes participants. Il a précisé que cette présentation ne constitue pas un compte rendu exhaustif des échanges, mais qu'elle en reflète les principaux messages, les constantes qui se dégagent et les attentes fortes exprimées à l'égard des politiques publiques et des institutions.

Il a d'abord mis en avant le diagnostic partagé autour de la **formation et de l'emploi**, marqué par une préoccupation centrale pour la qualité de la formation, l'orientation, l'adéquation des cursus avec les besoins du marché du travail et la reconnaissance des compétences acquises. Les jeunes ont insisté sur les difficultés d'insertion professionnelle, le sentiment de décalage entre les efforts fournis et les opportunités disponibles, ainsi que sur la nécessité d'une meilleure articulation entre école, université, formation professionnelle, entrepreneuriat et tissu économique local.

Le Secrétaire général a ensuite rappelé la place importante accordée par les jeunes aux **questions de santé, physique et mentale**, avec des témoignages soulignant les obstacles d'accès aux soins, les disparités territoriales en matière d'infrastructures et de services, et le manque de prise en charge adaptée de la santé mentale des jeunes. Les participants ont appelé à une amélioration globale de la qualité de l'accueil et de la prise en charge, à une meilleure information sur les droits et les dispositifs existants, ainsi qu'à un investissement renforcé dans la prévention, la sensibilisation et le soutien psychologique.

Il a également détaillé les contributions relatives à la **justice territoriale et aux services de base**, dans lesquelles les jeunes ont décrit des écarts persistants entre territoires en matière de transport, de logement, de culture, de sport, de connectivité numérique ou encore d'accès à l'eau potable. Ces constats se sont accompagnés de propositions visant à territorialiser davantage les politiques publiques, à renforcer la déconcentration et la décentralisation effectives, et à améliorer la coordination entre acteurs locaux pour répondre aux besoins spécifiques de chaque territoire.

Sur le **plan institutionnel et démocratique**, M. Benakki a mis en lumière les préoccupations exprimées quant à la confiance dans les institutions élues, la participation politique et citoyenne des jeunes, ainsi que leur représentation dans les instances de décision. Les échanges ont fait ressortir le besoin de dispositifs plus ouverts et plus lisibles de participation, de canaux de dialogue permanents avec les jeunes, et d'un engagement plus affirmé des partis politiques, des collectivités et des institutions élues pour intégrer les jeunes comme partenaires à part entière, et non comme simples bénéficiaires de politiques publiques.

Il a également relevé leurs interpellations portant sur la **gouvernance des ressources naturelles et de l'environnement**, en particulier la gestion durable de l'eau, l'impact des changements climatiques et la nécessité de concilier développement économique, équité sociale et préservation des écosystèmes. Les jeunes ont plaidé pour une gouvernance plus transparente et plus responsabilisante, pour une meilleure information du public et pour un renforcement des initiatives locales de sensibilisation et d'action environnementale.

Enfin, la synthèse s'est attardée sur les propositions des jeunes concernant les questions relatives à la fracture numérique et aux usages des réseaux sociaux. Les contributions ont mis en évidence à la fois les opportunités offertes par le numérique (accès à l'information, innovation, nouveaux métiers) et les risques perçus (désinformation, cyberharcèlement, exclusion des publics non connectés, fragilisation de certains emplois numériques), ainsi que l'urgence de développer une éducation au numérique, au discernement et à l'esprit critique.

En conclusion, il a souligné trois messages transversaux portés avec force par les jeunes : la volonté d'être considérés comme **acteurs et co-constructeurs** des politiques publiques ; l'exigence de proximité, de lisibilité et de redevabilité des institutions ; et l'attente d'une action publique cohérente, équitable et orientée vers le long terme.



2. MOT DE CLÔTURE DU PRÉSIDENT

Mesdames et Messieurs,

Nos chers jeunes participants,

Permettez-moi tout d'abord de vous féliciter pour les efforts déployés. En l'espace d'une journée, vous avez réussi à aborder presque l'ensemble des problématiques actuelles qui préoccupent notre société. Vous avez en effet abordé des questions liées à l'éducation, à la protection sociale, aux conditions de formation et de mobilité, au marché du travail et aux soins de santé, ainsi que des disparités spatiales, de l'avenir de la régionalisation avancée, et de la crise de confiance envers les institutions en charge de la gestion de la chose publique. Vous avez également évoqué le manque de convergence des politiques publiques, une question particulièrement importante dans le contexte actuel.

Je tiens donc à vous féliciter pour le travail accompli ainsi que pour l'esprit de débat responsable qui a marqué cette rencontre.

En effet, un grand nombre de problématiques auxquelles sont confrontées aujourd'hui les politiques publiques est lié au manque de convergence. On observe encore, dans certains cas, une tendance à travailler en silo et un recours à des approches cloisonnées. Remédier à cette insuffisance permettrait de résoudre plusieurs problématiques, de mobiliser davantage de ressources, de réduire les délais, et de rendre réalisables un certain nombre d'actions qui pourraient paraître, de prime abord, difficiles, voire impossibles à implémenter.

Vous avez abordé dans vos interventions respectives un ensemble de questions majeures, telles que la problématique des ressources hydriques, la fracture numérique, la digitalisation des procédures administratives, la confiance dans l'action politique, la reddition des comptes, les politiques fiscales ainsi que le volet environnemental.

Cette journée a été longue et exigeante, mais elle a également été riche en échanges responsables. Ce dialogue a fait émerger un ensemble de préoccupations qui commencent à se structurer en priorités. Bien entendu, ces questions nécessitent d'être approfondies et examinées de manière plus poussée.

Cependant, je voudrais rebondir sur un aspect évoqué par Monsieur le Secrétaire général lors de la présentation de la synthèse de vos travaux, lorsqu'il a mis en avant un message transversal : le souhait des jeunes d'être considérés comme des partenaires et non comme de simples « clients » des politiques. Il s'agit là d'une question d'une grande importance, car elle reflète un niveau de maturité dans l'appréhension des enjeux de développement dans notre pays.

À cet égard, il convient de reconnaître que les institutions, qu'elles soient politiques, syndicales ou associatives, ont parfois tendance à conserver une posture "paternaliste". Néanmoins, à travers vos contributions, vous avez bien affirmé que la participation véritable suppose d'être associés à la conception et à l'orientation des politiques publiques.

C'est précisément cette conviction qui nous anime au sein du CESE. Notre démarche consiste en effet à examiner les sujets sous différents angles, à écouter une pluralité d'acteurs et à produire des recommandations susceptibles d'ouvrir des pistes de solution.

Dans cette perspective, je vous propose de poursuivre le dialogue et j'ai le plaisir de vous convier à assister aux travaux de notre prochaine assemblée générale qui sera consacrée à la présentation d'un rapport du CESE sur l'économie du care, afin que vous puissiez voir concrètement comment se construit un rapport : de la discussion en commission aux lectures successives en Assemblée générale, jusqu'à l'adoption et à la mise en débat des conclusions.

Vous découvrirez également les modalités de restitution, de présentation et de diffusion des principales conclusions de cet avis auprès des différents acteurs écoutés tout au long de son processus d'élaboration, ainsi qu'auprès des médias.

L'expérience que vous avez vécue aujourd'hui ressemble, dans une large mesure, à la manière dont nous travaillons au sein du Conseil. Au cours des échanges, chacun vient avec ses idées et ses convictions, que ce soit en tant qu'acteur associatif, militant politique ou expert. Cependant, le débat permet progressivement de faire émerger des convergences, qui aboutissent à une position commune et acceptable par le groupe, susceptible de se transformer en priorité.

Cela correspond, dans une large mesure, au processus d'élaboration des recommandations au sein du Conseil, lequel passe par plusieurs étapes, qui ne sont pas toujours aisées, mais qui demeurent indispensables pour garantir la qualité et l'efficacité des livrables.

À l'avenir, nous veillerons à ce que les résultats et les priorités exprimés au cours de cette rencontre soient pris en compte dans les prochains travaux du CESE et intégrés dans ses rapports et ses prises de position.

Par ailleurs, nous envisageons de reconduire cette expérience, sous cette forme ou selon d'autres modalités. Nous aspirons également à nous ouvrir sur d'autres thématiques au niveau des régions. À titre d'exemple, il serait possible d'aborder la question de la convergence des politiques publiques, afin de mieux connaître l'approche des jeunes de cette problématique. Un tel échange pourrait ainsi conduire à la formulation d'un certain nombre d'idées et de propositions susceptibles de contribuer à apporter des réponses à cette problématique structurelle.

Par ailleurs, un certain nombre de questions que vous avez soulevées se recourent, en particulier lorsqu'il s'agit de la formation, du marché du travail, de la protection sociale et d'autres thématiques liées aux parcours d'insertion et de développement.

En conclusion, je vous souhaite plein succès, et nous serons toujours heureux de renouveler nos rencontres à l'avenir autour de thématiques et problématiques partagées.

Je vous remercie pour votre attention.

Annexes

ANNEXE 1 : LISTE DES PARTICIPANTS

Membres du CESE	<p>Président du CESE, Abdelkader Amara Secrétaire général du CESE, Younès Benakki Abdelaali Gour, Directeur du cabinet de Monsieur le Président du CESE</p> <p>Membres :</p> <ul style="list-style-type: none">• Zahra Zaoui• Karima Mkika• Othman Gair• Thami Ghorfi• Mustapha Khlafa• Abdelmaksoud Rachdi
Jeunes participants	<p>Bachir Abouyassine Hamza Aboudou Youness Aguerchal Ghali Ouali El Alami Salma Alichar Meriem Bahjaoui Soufiane Bari Fatima Ezzahra Benabbou Ismail Benabbou Mohammed Amine Bendraou Oumayma Benlamqaddem Abderrahim Bhihi Omar Bouh Imane Boughaba</p>

Jeunes participants

Meryem Bouizgar
Yassine Drissi El Bouzaida
Faiza Chair
Ayoub Couqua
Doae Faiz
Wiam Farhat
Imane El Fakir
Driss El Ghyaty
Salaheddine Hajji
Yassine Hamdane
Rim Hellal
Anouar El Hlasi
Ziad El Idrissi
Maelainie Inajih
Ihssane Alaoui Ismaili
Basma Jabran
Hiba El Kehal
Anass Laajal
Hamza El Marbouh
Bilal El Maroudi
Bouchra El Mourabit
Mohammed Moussaoui
Mohammed Nejjari
Inass Ouezzari
Ilham Ouahi
Youssef Ouhana
Asmae Ouazerf
Ihssane Qoas
Chamesddine Rakib
Khadija Raoudi
Bassma Salaliqi
Ismail Sbai
Ahmed Sour
Mohammed Ali Zerouk

Facilitateurs externes	Ikram Bendraou Salaheddine Bakour Mohammed Birouaine El Ghali Ouali Alami Azelarab Hilmi Moaad Mountassir
Facilitateurs internes CESE	Hajar Alaoui Asmae Bouznad Salma EL Abbass Salma El Ajaje Meryem EL Anebri Imad Eddine EL Kadiri Boutchich Anas Hilmi Asmae Majidi Kaoutar Slimani

ANNEXE 2 : « DIALOGUE JEUNES CITOYENS@CESE » - PROGRAMME DE LA JOURNÉE

09h30 – 09h50 | Séance d'ouverture

- Allocution d'ouverture de M. Abdelkader Amara, Président du CESE.
- Présentation des objectifs de la rencontre et de la démarche participative par Madame Mounia Haoudi Marzak, Directrice de la participation citoyenne.

10h00 – 12h00 | Séquence 1 – Préoccupations prioritaires

- Travail en groupes sur l'expression des préoccupations des jeunes, restitution par les rapporteurs et vote de priorisation.

12h30 – 14h00 | Pause déjeuner

14h00 – 16h00 | Séquence 2 – Identification des solutions

- Ateliers de coconstruction en groupes sur les recommandations et pistes de solutions.

16h00 – 16h50 | Séquence 3 – Restitutions

- Présentation synthétique des travaux par les facilitateurs.

17h30 : Séance de clôture

- Présentation de la synthèse des travaux des groupes de travail et des ateliers par M. Younès Benakki, Secrétaire Général du CESE
- Mot de clôture de M. Abdelkader Amara, Président du CESE
- Photo de groupe, création collective « Arbre à contributions » et séance d'évaluation à chaud

ANNEXE 3 : GALERIE PHOTOS













